

Les déterminants de la participation citoyenne en Algérie- Exemple de la ville de Tlemcen

The Determinants of Citizen Participation in Algeria- Example of the City of Tlemcen

Los determinantes de la participación ciudadana en Argelia: ejemplo de la ciudad de Tlemcen

Esma Belkaid et Abdessamad Alili

Volume 24, numéro 3, 2020

La gestion de la participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en oeuvre des décisions dans les administrations et les organisations de l'État

Management of Citizen Participation in Decision Making and Implementation in Public Administrations and Government Organizations

La gestión de la participación ciudadana en la elaboración e implementación de decisiones en administraciones y organizaciones del Estado

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1072629ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1072629ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal
Université Paris Dauphine

ISSN

1206-1697 (imprimé)
1918-9222 (numérique)

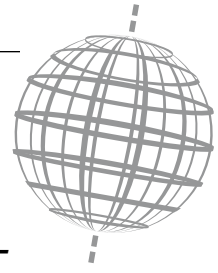
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Belkaid, E. & Alili, A. (2020). Les déterminants de la participation citoyenne en Algérie- Exemple de la ville de Tlemcen. *Management international / International Management / Gestió Internacional*, 24(3), 150-162.
<https://doi.org/10.7202/1072629ar>

Résumé de l'article

Les villes apparaissent de plus en plus comme des acteurs politiques à l'échelle internationale parce qu'elles constituent un échelon d'intervention efficace dans la gestion politique, économique et sociale des questions urbaines. D'autre part, l'implication des différentes parties prenantes et en particulier les citoyens a longtemps été synonyme d'une société démocratique. Cette implication s'avère être une partie intégrante de l'évolution économique et de l'épanouissement social et un axe de recherche de plus en plus intéressant. Le présent article cherche à relever les facteurs déterminants de la participation citoyenne en Algérie en prenant l'exemple de la ville de Tlemcen à l'aide d'un questionnaire.



Les déterminants de la participation citoyenne en Algérie- Exemple de la ville de Tlemcen

The Determinants of Citizen Participation in Algeria- Example of the City of Tlemcen

Los determinantes de la participación ciudadana en Argelia: ejemplo de la ciudad de Tlemcen

ESMA BELKAID

Université Abou Bakr Belkaid- Algérie

ABDESSAMAD ALILI

Université Abou Bakr Belkaid- Algérie

RÉSUMÉ

Les villes apparaissent de plus en plus comme des acteurs politiques à l'échelle internationale parce qu'elles constituent un échelon d'intervention efficace dans la gestion politique, économique et sociale des questions urbaines. D'autre part, l'implication des différentes parties prenantes et en particulier les citoyens a longtemps été synonyme d'une société démocratique. Cette implication s'avère être une partie intégrante de l'évolution économique et de l'épanouissement social et un axe de recherche de plus en plus intéressant. Le présent article cherche à relever les facteurs déterminants de la participation citoyenne en Algérie en prenant l'exemple de la ville de Tlemcen à l'aide d'un questionnaire.

Mots clés : parties prenantes de la ville, participation citoyenne, gouvernance urbaine, villes algériennes

ABSTRACT

Cities are increasingly emerging as political actors at the international level because they constitute an effective level of intervention in the political, economic and social management of urban issues. Moreover, the involvement of the various stakeholders, and in particular citizens, has long been synonymous with a democratic society. This involvement is proving to be an integral part of economic development and social development and an increasingly interesting area of research. This article seeks to identify the key factors of citizen participation in Algeria by taking the city of Tlemcen as a case study, and using a questionnaire-based survey.

Keywords: city stakeholders, citizen participation, urban governance, Algerian cities

RESUMEN

Las ciudades aparecen cada vez más como actores políticos a nivel internacional porque constituyen un escalón de intervención eficaz en la gestión política, económica y social de las cuestiones urbanas. De otra parte, la participación de las diferentes partes interesadas y en particular los ciudadanos siempre ha sido sinónimo de una sociedad democrática. Esta participación resulta a ser una parte integrante de la evolución económica y del desarrollo social y una línea de investigación cada vez más interesante. El presente artículo busca a hacer frente los factores determinantes de la participación ciudadana en Argelia tomando el ejemplo de la ciudad de Tlemcen con la ayuda de un cuestionario.

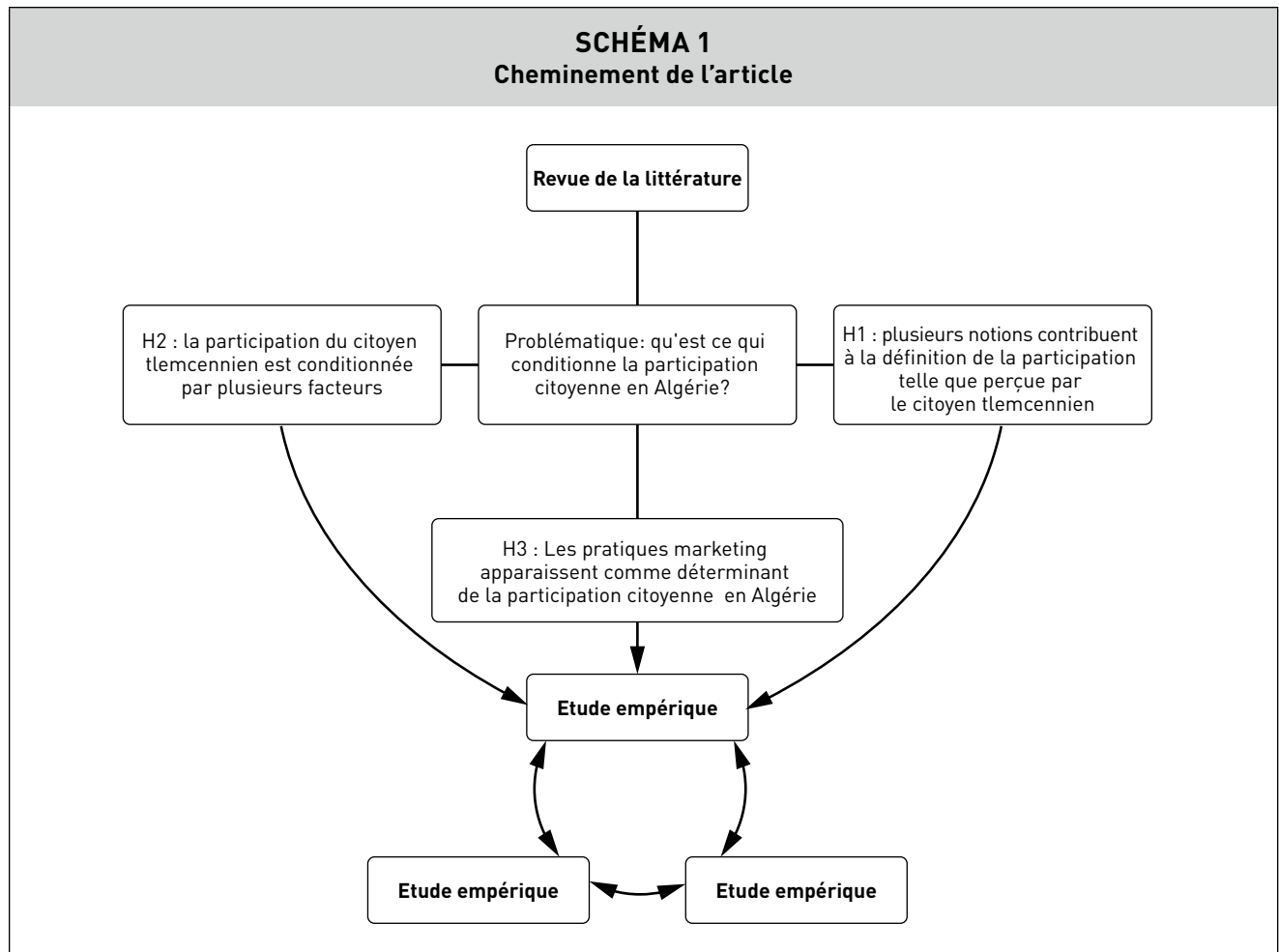
Palabras clave: partes interesadas de la ciudad, participación ciudadana, gobernanza urbana, ciudades argelinas.

Les villes apparaissent de plus en plus comme des acteurs politiques à l'échelle internationale parce qu'elles constituent un échelon d'intervention efficace dans la gestion politique, économique et sociale des questions urbaines. L'urbanisation massive qui caractérise la fin du XXe siècle annonce que le XXIe siècle sera urbain. Quelques statistiques illustrent la réalité de la planète. 2 % de citadins en 1800, 30 % en 1950, 50 % en 2007, 65 % en 2050. Chaque jour, la population urbaine mondiale augmente de 180 000 personnes, chaque semaine de 1,25 million, et c'est au Sud que la croissance urbaine est la plus forte : elle double en 30 ans. Cette tendance forte met en évidence le double rôle des villes. D'une part, elles sont reconnues comme des espaces économiques moteurs, des lieux d'innovation sociale et de diversité culturelle, des laboratoires d'expérimentation démocratique et de prospective écologique. Mais d'autre part, elles produisent de manière concentrée pollution et dégradations environnementales, risques industriels et sanitaires, exclusion sociale et conflits ethniques. S'y ajoutent des situations alarmantes avec un milliard de bidonvilles sur la planète en 2007, des conditions sanitaires indignes et indécentes pour plus de

deux milliards d'urbains, et dans les pays du sud une informalité économique et générale dominante qui laisse les habitants dans l'insécurité et la privation de leurs droits (UN-habitat, 2006).

L'implication des différentes parties prenantes et en particulier les citoyens a longtemps été synonyme d'une société démocratique. Cette implication s'avère être une partie intégrante de l'évolution économique et de l'épanouissement social et un axe de recherche de plus en plus intéressant (Naparstek et Dooley, 1997; Poole et Colby, 2002; Schafft et Greenwood, 2003; Silverman, 2005, cité dans Bowen, 2007). D'autre part, le questionnement sur les territoires a sensiblement évolué et est passé des analyses géographiques et administratives à des approches et des conceptions plus riches où plusieurs acteurs (sociaux, civils ou économiques) font face à des enjeux communs. Le but de notre recherche vise à déterminer le sens que donnent les citoyens algériens à la participation et ce qui conditionne cette dernière à travers une étude sur le terrain en prenant la ville de Tlemcen en Algérie comme exemple.

A partir de là, notre article suit le cheminement suivant (schéma n°1).



L'implication des parties prenantes de la ville

De nos jours, la globalisation a fait des villes des acteurs centraux sur la scène politique. Le territoire devient également un élément important de la citoyenneté urbaine (Belley, 2003). Qu'il s'agisse de la planification urbaine ou de la réalisation de grandes infrastructures, l'adhésion des parties prenantes (associations, élus, entreprises locales, institutions publiques...), et plus encore celle des citoyens, est la condition *sine qua non* de la réussite des projets urbains. L'identification de ces parties prenantes s'avère, donc, indispensable.

IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES DE LA VILLE

A cet effet, le défi constant d'une implication efficace est d'identifier et d'obtenir la contribution d'un large échantillon de la communauté.

Ainsi, la conception et la gestion de la ville sont le fait des élus et des autorités qui apportent leur engagement politique et celui des techniciens qui apportent leurs compétences techniques et elle ne peut se construire qu'avec ceux qui la vivent : les habitants et autres usagers (non-résidents), mais aussi l'ensemble des acteurs qui font la ville (entreprises, associations, collectifs informels, etc.).

Il convient de préciser que la liste des parties prenantes peut être très longue et diversifiée suivant la nature et l'envergure de la question abordée mais aussi l'angle choisi. Cette notion qui a été d'abord introduite par Freeman en 1984 comme étant « *un individu ou un groupe d'individus qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs organisationnels* » et élargie par d'autres chercheurs (Mercier, Gond; 2005) a ensuite été adoptée dans le milieu urbain (Sautter, Leisen, 1999, Byrd, 2007, Presenza, Cipollina 2010, Brody, 2003, Olander, Lardin, 2005, Olander 2007, Reed, 2008, Glucker A.N. and al., 2013).

Ainsi, plusieurs chercheurs proposent des classifications pour les différentes parties prenantes d'une ville selon le secteur abordé mais très peu donnent une classification générale. Noisette et Vallerugo (1996), par exemple, parlent de l'administration municipale, des cellules d'étude et d'actions, des sociétés d'économie mixte, des regroupements formels ou informels de personnes ou d'institutions, des entreprises et des habitants-citadins-citoyens. Tranda-Pittion M. (2010) quant à elle, les classe selon leurs profils et la manière dont elles entrent en relation avec la ville (le citoyen, les élus, les économistes, les sociologues, les ingénieurs, les écologues, les artistes et les urbanistes).

Cependant, la classification de Jacquart (2013) inspirée de plusieurs autres chercheurs nous paraît un peu plus complète

et méthodique. On identifie alors, sept catégories d'acteurs, deux faisant partie des acteurs internes, et cinq appartenant aux acteurs externes (Jacquart, 2012) :

- **Les acteurs internes** : ils regroupent les élus qui sont les représentants de la population, à travers un vote et qui veillent à faire respecter la volonté du peuple et les agents de la ville qui sont constitués de toutes les personnes travaillant pour le compte de la ville et assurant son bon fonctionnement
- **Les acteurs externes** : Les principaux acteurs externes sont les habitants, les acteurs économiques, les associations, les organismes partenaires de la ville (les entreprises de transport, de gestion d'eau, de gestion d'ordures,...) et les partenaires institutionnels.

Labrecque cite Blondiaux (2004) qui considère qu'il existe un décalage entre l'importance des enjeux soulevés par la question de la participation, le consensus dont fait objet cette idée et la pauvreté des concepts, des cadres théoriques et des moyens pour penser cette nouvelle réalité (Labrecque, 2009). Ceci dit, les essais de théorisation dans ce champ remontent à plus de 40 ans et l'un des articles précurseurs reste celui de Sherry R. Arnstein, publié en 1969 dans la revue américaine des professionnels du *planning*, qui proposait une « échelle de la participation » à partir d'une analyse des programmes fédéraux impliquant des dispositifs participatifs en matière de rénovation urbaine, de lutte contre la pauvreté et de cités modèles (Bacqué, Gauthier, 2011).

La stratégie de l'implication des parties prenantes suppose un dialogue avec ces dernières. Et parce que cette stratégie prend la notion de relation avec les parties prenantes à l'extrême, les organisations doivent non seulement influencer, mais aussi chercher à être influencées par les parties prenantes, et donc changer si nécessaire (Morsing, Schultz, 2006).

IMPORTANCE DE L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES DE LA VILLE

Rabinovich et Navez-Bouchanine (2005) considèrent que l'implication directe de différents groupes d'acteurs, particulièrement les habitants, permet de dévoiler des attentes et des compétences très différentes et reste un des aspects centraux de l'urbanisme innovateur et du développement durable. Cependant, plusieurs avis se mettent d'accord sur la difficulté de définition de la participation citoyenne car elle reste floue en raison de ses multiples usages conduisant à beaucoup de confusion sur le fond de la participation (Oakley et Marsden, 1984). Elle devient alors un terme parapluie pour une multitude d'approches, allant de l'information à la délégation du pouvoir de décision, en passant par la consultation, voire par la démocratie représentative (Viel et al., 2012).

La participation peut alors avoir différentes significations pour différentes parties. Dans un contexte de développement communautaire, la participation peut être définie comme « l'implication d'un large éventail de parties prenantes dans un processus de développement communautaire en cours, de l'identification des zones à problèmes, à l'élaboration, l'exécution et la gestion de la planification stratégique » (Schafft et Greenwood, 2003 cité dans Bowen, 2007). Pour Oakley (1991), la participation se définit à la fois comme un acte et comme un terme générique

pour un soi-disant nouveau style de recherche et d'intervention de développement. Elle peut également être considérée comme un point final désiré et lié au degré d'implication dans le processus de la prise de décision et qui reste un concept d'une importance considérable dans le débat actuel sur la gouvernance. Aussi, Oakley et Marsden (1984) décrivent un continuum de la participation qui s'étend de la collaboration à l'empowerment.

Nous retiendrons la définition qui présente la participation comme « un processus par lequel les individus, les groupes et les organisations choisissent de prendre un rôle actif dans la prise des décisions qui les concernent » (Wandersman, 1981; Wilcox, 2003; Rowe et al, 2004 cité dans Reed, 2008).

La participation citoyenne a généralement lieu à travers deux dynamiques principales : celle émanant d'une initiative citoyenne, on parle alors de forme « ascendante » ou de « bottom up » ou celle émanant d'une initiative des autorités publiques on parle alors de forme « descendante » ou de « top down » (Hurard, 2011). Polère (2007), propose un troisième scénario (plus rare) où les dynamiques sont à la fois descendantes et ascendantes en donnant l'exemple de Porto Alegre.

Un des points les plus importants pour la réussite d'un projet reste la participation des parties prenantes. Burby (2003) montre à travers une étude d'une soixantaine de processus de planification locale qu'une plus importante implication des parties prenantes permettra une meilleure compréhension de ces plans et donc une meilleure application.

Les avantages de la participation des différentes parties prenantes ont été largement débattus depuis de nombreuses années (Cahn et Camper Cahn, 1968; Gamble et Weil, 1995; Hardina, 2003; Schafft et Greenwood, 2003 cité dans Bowen, 2007). La participation citoyenne s'inscrit dans la recherche d'un modèle de démocratie plus près des citoyens et devient un concept central dans les agendas de développement à portée internationale notamment dans ceux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ceci dit, cette démarche peut avoir des effets ambigus qui risquent de renforcer la position de ceux qui ont le plus de voix dans la société, marginalisant les plus démunis (McEwan, 2005 cité dans André, 2012). Impliquer les citoyens dans les efforts de planification communautaire est considéré comme un mécanisme de réforme sociale (Marris et Rein, 1982). Zimmerman et Rappaport (1988) soulignent que l'implication des citoyens dans le processus de prise de décision et les activités de changement social a des effets thérapeutiques en aidant les participants à acquérir des compétences en leadership afin de réduire le sentiment d'oppression et d'accroître celui d'auto-efficacité personnelle (Hardina, 2006). Ainsi, se voit développer un sentiment d'appartenance à une communauté, un engagement, une générosité, un sens de la moralité, un intérêt pour les affaires publiques, un dépassement des intérêts individuels, etc. (Jouve, 2005).

La participation puise dans les énergies et les ressources des citoyens, en leur fournissant une source d'information, de connaissances et d'expérience, qui contribuent au renforcement des solutions communautaires. Elle contribue également à assurer une répartition plus équitable des ressources et à améliorer la situation des communautés à faible revenu et à véhiculer plus d'empowerment (Bowen, 2007).

Impliquer une partie prenante reviendra aussi à éviter le phénomène « NIMBY » (not in my backyard), qui pousse à rejeter des projets par défense de l'intérêt personnel mais souvent aussi par manque d'informations, ce qui permettra une adaptation de ces projets aux intérêts de cette partie prenante (Hurard, 2011).

En outre, et selon Lefèbvre et Nonjon (2003) cette implication vise à réaliser plusieurs objectifs :

Un objectif gestionnaire ou managérial : qui vise à rendre l'action publique plus efficace, plus adaptée aux besoins des différentes parties prenantes et plus acceptable (appuyés sur les principes du new public management).

Un objectif social : l'implication des parties prenantes permettra de renforcer les liens sociaux et de favoriser la cohésion sociale en donnant par exemple plus de pouvoir aux individus.

Un objectif politique : il recèle plusieurs sous objectifs, à savoir : former des « citoyens » et favoriser leur politisation; rendre une crédibilité au système politique; redynamiser le fonctionnement démocratique et reconnaître un nouveau droit aux habitants à participer directement à l'élaboration de la décision.

Les déterminants de la participation citoyenne

Après avoir déterminé l'essentiel de l'implication des parties prenantes et fait ressortir le citoyen comme principale partie prenante de la ville, nous nous intéressons aux déterminants de la participation citoyenne. Ainsi, plusieurs recherches montrent l'intérêt de plusieurs variables dans la participation des citoyens dans les affaires de leur ville mais la majorité insiste sur le degré d'attachement à la ville.

L'ATTACHEMENT À LA VILLE :

L'attachement à un lieu est décrit en termes d'engagement comportemental et de liens affectifs. Toutefois, Puddifoot (1995) rapporte qu'il y a une certaine confusion dans les définitions de l'attachement et de l'identité dans la littérature (Goudy, 1990a; Stinner, Van Loom, Chung et Byun, 1990; O'Brien et al, 1994).

Les études sociologiques initiales définissent l'attachement en termes de sentiment subjectif vers la localisation géographique, le comportement du voisinage, l'implication sociale et l'engagement de ressources personnelles. Ces dimensions ont été incluses dans la recherche psychologique de l'attachement dans les régions rurales ainsi que dans les milieux urbains.

Ainsi, il est prouvé que les personnes qui ont résidé dans une ville le plus longtemps ont tendance à avoir les plus hauts indicateurs d'attachement à celle-ci (Kasarda et Janowitz, 1974; Rowles, 1990; Goudy, 1990a; Sampson, 1988 cité dans Pretty et al. 2003).

Aussi, la qualité de vie est souvent associée à l'attachement à un lieu de vie. Elle est en lien avec la proximité, la gestion du quotidien, l'identification des potentialités et des carences des cadres de vie. Afin de la cerner, deux approches ont été développées (Saulnier, Zanin, 2003) :

– Une approche subjective qui s'attache à l'analyse du bien-être.

– Une approche objective qui analyse les conditions de vie.

Des recherches antérieures ont indiqué une série de facteurs pour évaluer la qualité de la vie urbaine. Ces indices tentent de capturer les nécessités pour vivre, travailler et s'amuser dans les villes que la plupart des gens partagent : le logement abordable, le transport, la santé, l'éducation et la formation, des loisirs et des installations de loisirs, des équipements publics et des événements (Williams et al, 2008 cité dans Insch, Florek, 2008).

AUTRES FACTEURS

Certains chercheurs proposent la satisfaction du citoyen par rapport aux services de leur ville. Ainsi, Insch et Florek (2010) mentionnent différents facteurs qui pourraient être importants afin de faire des résidents satisfaits. Travail, culture, commerces, nature et sports sont plusieurs facteurs susceptibles de créer leur satisfaction.

D'autre part, Nelkin et Pollak (1979) considèrent que la participation citoyenne est vue selon trois définitions du problème d'acceptabilité : le manque de confiance, l'aliénation et l'information insuffisante. Dans le cas de la participation politique, les citoyens se méfient de la politique, des politiciens locaux et des représentants du gouvernement, et ne croient pas que les politiciens se soucient vraiment de leurs besoins. Les citoyens manquent également de l'expérience de la citoyenneté active dans une démocratie. Pour que les citoyens deviennent motivés pour participer, ils doivent avoir le sentiment que leur voix compte, et qu'ils peuvent influencer la situation et le cours de l'action. Ils doivent avoir la possibilité de parler librement de tout ce qui les dérange. Leurs opinions doivent être traitées avec toute l'attention voulue.

De même, de nombreux chercheurs et praticiens soulignent l'importance des questions socio- politiques et leurs influences indéniables sur la participation citoyenne (Aitken et Michel, 1995; Miller, 1995; Van de Toorn et De Man, 2000; Berry, 2001; Weiner, Harris et al, 2002; De Man 2003). La participation des citoyens est ainsi liée à l'amélioration des quartiers et de la communauté d'une manière générale (Cassidy, 1980; Hallman, 1984; Yin et Yats, 1974 cité dans Florin; Wandersman, 1991) bien que certaines recherches montrent que l'intérêt personnel du citoyen peut être un motif de sa participation (Tijūnaitiené et al., 2009),

Hofstede (1980 et 1997) cité par Turkurcu (2008) fait ressortir un lien intéressant entre la culture et la participation, dans les études auprès de personnes dans de nombreux pays. La langue est un autre facteur essentiel, qui est très liée avec le facteur culturel, l'information fournie est importante, mais la façon dont elle est communiquée influence fortement les décisions prises (Ryding, 1998 cité dans Turkurcu, 2008).

Vedel (2007), à partir du constat que les larges modifications des modes de communication et d'information des individus d'une société avaient un impact sur la relation que les citoyens entretenaient avec l'Etat, le pouvoir, et avec la société elle-même préconise qu'Internet peut influencer la participation citoyenne (Bailleul, 2008). D'autres chercheurs, parlent de l'influence des TIC d'une manière générale (Rodota, 1999; Kleck, 2006; Vodoz, 2001; Moniere, 2002; Levy, 2002; Coleman, 2005; Le Bot, 2008).

A ces facteurs s'ajoutent les facteurs individuels tels que l'âge, le genre, l'éthnicité, l'éducation et le niveau intellectuel (Baker et al., 2005 cité dans Mericksay, n.d.).

Application aux villes algériennes

Comprendre la ville algérienne, cerner son fonctionnement, contribuer à son développement et à l'épanouissement de ses citoyens reste une tâche des plus difficiles vu son état actuel et la jeune expérience des différentes disciplines dans ce domaine.

A l'aube de 2025, 80 % de la population algérienne vivra dans les villes. Un chiffre qui effraie, mais qui nécessite surtout une véritable stratégie à long terme et des moyens pour la mettre en œuvre. Pour comprendre le fonctionnement des villes algériennes, il est impératif de cerner son statut, ses prérogatives et ses problèmes.

Depuis 2001, le législateur a mis en place un nombre très important de textes de lois dans les domaines qui touchent directement l'urbain : l'environnement, l'aménagement du territoire, la ville, le patrimoine, l'architecture; mais aussi d'autres textes concernant notamment les travaux publics, le transport, l'industrie, la santé, le sport etc....

La politique de la ville est alors le cadre législatif prévu pour l'encadrement de la gestion des villes algériennes. Elle vise à orienter et coordonner toutes les interventions les concernant.

D'une manière générale, les villes algériennes souffrent, selon le CNES (Conseil national économique et social) « *en premier lieu de défaillances au plan de l'urbanisme et de l'architecture et de la maladie des grands ensembles, mais ces éléments ne sont pas les seuls facteurs aggravants de la situation. Le chômage, le sous-emploi, le déficit des services publics et l'absence de politique de solidarité et de proximité au niveau du quartier, achèvent de donner aux grands ensembles le caractère de répulsion et d'exclusion qui fonde la mal vie* ».

Ces problèmes, même si ils sont propres à plusieurs villes au niveau mondial, restent un handicap à une gestion ouverte de la ville car à force de chercher à résoudre ces problèmes on oublie souvent de solliciter les personnes concernées.

Ainsi, Icheboudene (2009) dans son analyse de la gouvernance de la ville d'Alger parle d'un lien rompu entre l'administration et les citoyens qu'on a tenté de reconstruire à travers l'instauration de cellules de proximité et insiste sur la nécessité d'impliquer l'ensemble des acteurs de la ville pour donner un sens social et existentiel à la vie urbaine.

Toutefois, et pour faire face à ces maux une politique à long terme est établie à travers le SNAT 2025 (Schéma National de l'Aménagement du Territoire à l'horizon 2025) qui se base sur une logique partenariale entre les quatre grands acteurs de l'aménagement du territoire : l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur privé et les citoyens et qui privilégie une approche up-down basée sur la concertation. Ce schéma mérite alors de veiller à sa concrétisation.

En plus, et hormis les problèmes d'infrastructures et de projets, les villes algériennes souffrent d'une mauvaise communication envers leurs parties prenantes et ce notamment à cause :

- D'un sous-encadrement et d'une sous-qualification du personnel communal,

- Et d'une ouverture timide aux technologies de l'information et de la communication. En effet, très peu de villes (ou carrément wilayas) ont un site web et l'informatisation des procédures et des prestations se fait très lentement. (Belkaid, 2014; Aït-Yahia Ghidouche et al., 2015)

Enfin, un sondage réalisé par MyWorld2015.org auprès de 766 internautes algériens fait ressortir la sensibilité des répondants aux questions de bonne gouvernance, de cohésion sociale et de consolidation de l'Etat de droit. L'amélioration de l'accès aux services publics et de la qualité de leurs prestations, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, l'extension des capacités des services publics et des mécanismes de contrôle et de suivi / évaluation, à tous les niveaux, l'introduction de plus de transparence dans la gestion des affaires publiques, et la promotion citoyenne restent parmi les doléances des Algériens questionnés (PNUD, 2013).

LA PARTICIPATION CITOYENNE EN ALGÉRIE

La loi n° 11-10 du 20 Rajab 1432 correspondant au 22 juin 2011 relative à la commune, propose de nouveaux principes relatifs à la concertation et à la décentralisation, au rôle des collectivités locales et à l'association des mouvements associatifs, au développement durable et à la gouvernance urbaine.

Ainsi, l'article 11 stipule que la commune constitue le cadre institutionnel d'exercice de la démocratie au niveau local et de gestion de proximité. L'assemblée populaire communale prend toute mesure pour informer les citoyens des affaires les concernant et les consulter sur les choix des priorités d'aménagement et de développement économique, social et culturel en s'aidant des supports et des médias disponibles.

L'assemblée populaire doit veiller à mettre en place un encadrement adéquat des initiatives locales, visant à intéresser et à inciter les citoyens à participer au règlement de leurs problèmes et à l'amélioration de leurs conditions de vie (art. 12).

Le président de l'assemblée populaire communale peut, chaque fois que les affaires de la commune l'exigent, faire appel, à titre consultatif, à toute personnalité locale, à tout expert et/ou tout représentant d'association locale dûment agréée qui, en raison de ses compétences ou de la nature de ses activités, est susceptible d'apporter toutes contributions utiles aux travaux de l'assemblée ou de ses commissions (Art. 13).

Les extraits des délibérations de l'assemblée populaire communale ainsi que les arrêtés communaux peuvent être consultés par toute personne (Art. 14.), tout comme les procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée populaire de wilaya assurés par le code de la Wilaya où le wali veille, dans l'exercice de ses fonctions et dans la limite de ses compétences, à la protection des droits et des libertés des citoyens (Art. 32 et 112 de la loi n° 12-07 du 28 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 21 février 2012 relative à la wilaya).

Enfin, Loi n° 06-06 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville rappelle que les citoyens sont associés aux programmes relatifs à la gestion de leur cadre de vie, notamment leur quartier et l'état se doit d'assurer les conditions nécessaires (Art 17).

Ces textes ont permis la création d'un certain nombre d'associations dont les missions ne sont pas toujours faciles.

Malgré l'effort et les réalisations de certaines associations, qui font un travail important, au profit des causes qu'elles représentent : qu'elles soient les représentantes ou les relais d'ONG internationales ou d'authentiques associations nationales (RAJA, Touiza, Ouled El Houma, et beaucoup d'autres moins médiatisées), d'autres restent absentes et ne donnent signe de vie qu'au moment de la distribution des subventions. Cette situation est accentuée par un système politique totalitaire, d'un mode de financement aliénant et d'ambitions personnelles débordantes (Grim, 2007).

Seulement, toutes ces lois et ces efforts s'avèrent insuffisants pour apaiser le malaise social et renforcer la relation entre le citoyen et les autorités. D'un côté, les autorités reprochent aux citoyens leur manque d'engagement et d'un autre les citoyens ne trouvent pas une meilleure manière pour se faire entendre que de protester ou d'utiliser de la violence (Belkaid, 2014).

Afin de vérifier les propos évoqués plus haut nous avons choisi la ville de Tlemcen comme exemple.

Dans cette perspective et avant de procéder à l'étude par questionnaire, nous avons voulu soulever quelques interrogations sur la participation citoyenne dans la ville de Tlemcen.

Pour ce faire, nous avons consulté plusieurs responsables de la ville (qu'ils soient au niveau de la Wilaya ou de l'une des communes). Ces rencontres ont fait ressortir les points suivants :

- La majorité des responsables considère qu'il y a une nette amélioration dans les services publics notamment en matière d'infrastructures d'accueil et d'allègement des procédures administratives mais qu'en contrepartie il existe un désintérêt et un manque de civisme de la part des citoyens
- Dans cette même perspective, les responsables considèrent que la majorité des citoyens ont peu d'intérêt pour le développement de leur ville et ne se mobilisent que pour des problèmes de logement ou d'emploi. Aussi, ils considèrent que les associations ne sont pas aussi actives et impliquées dans les affaires de la population comme elles devraient l'être.

D'un autre côté, nous relevons l'existence de certaines associations militant dans divers domaines, à leur tête l'ASPEWIT (Association pour la sauvegarde et la protection de l'environnement). Toutes militent pour convaincre les habitants de la possibilité d'une vie meilleure en se basant sur les valeurs même qui faisait la fierté de la perle du Maghreb : Culture et civilisation et qui ont entre autres étaient pour beaucoup pour le choix de Tlemcen en tant que capitale de la culture islamique en 2011.

L'ÉTUDE PAR QUESTIONNAIRE AUPRÈS D'UN ÉCHANTILLON DES HABITANTS DE LA VILLE DE TLEMCEM

Face au manque de données et de collaboration, nous avons choisi la technique du questionnaire auprès des citoyens de la ville de Tlemcen afin d'essayer de combler le manque d'informations sur leur participation dans les affaires de leur ville et leurs attentes envers sa démarche.

En effet, Thietart (2003) considère que le mode de collecte de données primaires le plus développé dans les recherches quantitatives reste le questionnaire.

Ainsi, le questionnaire a pour avantage de pouvoir faire face à un échantillon vaste pour en établir une relation statistique.

Pour parvenir à l'établissement de ce questionnaire, il fallait établir ses questions principales en comptant notamment sur un pré-questionnaire auprès d'une cinquantaine de citoyens.

Ainsi, et en s'inspirant de notre partie théorique, plusieurs interrogations se posent. Le but premier étant de mesurer la perception qu'a le citoyen tlemcennien de la participation dans les affaires de sa ville et les facteurs qui conditionnent cette participation.

La revue littéraire fait ressortir plusieurs variables influençant la participation des citoyens aux affaires de leur ville. A ces variables s'ajoutent d'autres jugées intéressantes pour l'analyse de la participation citoyenne.

A cet effet, nous adaptons nos questions aux hypothèses suivantes :

H1 : plusieurs notions contribuent à la définition de la participation telle que perçue par le citoyen tlemcennien

Pour traiter cette hypothèse nous posons différentes questions sur la signification de la participation, ses domaines, ses niveaux et ses buts en utilisant différents types de questions.

H2 : la participation citoyenne est conditionnée par plusieurs facteurs

La littérature est assez riche dans ce sens. Parmi les déterminants les plus évoqués nous retenons l'attachement à la ville, les efforts déployés par la ville, les facteurs personnels liés au citoyen,...

H3 : les pratiques marketing apparaissent comme une solution pour favoriser la participation citoyenne dans les villes algériennes

L'analyse des réponses aux hypothèses précédentes permettra la réponse à cette hypothèse.

Enfin, les facteurs individuels sont indispensables pour établir le profil.

Ce questionnaire est composé de questions ouvertes et d'autres fermées. Chaque type remplit une fonction et nous permet de tirer un certain type d'information. Alternier les protocoles de questionnement au sein d'un même questionnaire permet de valider les résultats, de varier le rythme de l'entretien et d'aller plus loin sur un sujet précis.

Aussi, plusieurs questions sont présentées sous forme d'échelle de mesure. Nous adoptons dans notre questionnaire l'échelle de Likert, une échelle de type sémantique bidirectionnelle avec un point de neutralité permettant au répondant de ne pas prendre position. Ce genre d'échelle offre comme intérêt le fait qu'elle est plus facile à comprendre pour le répondant.

Notre échantillon est constitué de deux cent cinquante (250) personnes ayant plus de 18 ans et répartis sur les trois communes constituant la ville de Tlemcen. Le nombre de personnes questionnées, bien que n'étant pas très grand, nous paraît suffisant pour une étude exploratoire d'autant plus que les chercheurs préconisent 10 répondants pour chaque item dans le cadre des analyses de composantes principales utilisée dans notre étude (Hair et al., 1998 cité dans White, Yanamandram, 2006) et que le questionnaire était assez long et demandait du temps et de l'assistance pour le remplir et par la suite pour le traiter.

Il faut dire que devant le manque de données et notamment des classements par catégorie socioprofessionnelle et par tranche d'âge nous nous sommes résignés à utiliser deux variables : le genre et la répartition de la population par commune afin d'utiliser la méthode des quotas grâce aux données recueillies auprès du DPAT (Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire) de la Wilaya de Tlemcen (Tableau n°1).

TABLEAU 1 Répartition de l'échantillon par genre et par commune				
	Femme		Homme	
	%	Effectif retenu	%	Effectif retenu
TLEMCEM	27,53%	69	28,20%	70
CHETOUANE	10,63%	27	11,07%	28
MANSOURAH	11,08%	28	11,49%	29

Source : Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de la Wilaya de Tlemcen (2014)

Le questionnaire a été administré auprès d'un échantillon le plus varié que possible (différents niveaux d'instruction et différentes occupations). Il a été assisté dans la plupart du temps sauf pour les questionnaires remplis via Internet (environ 20% du total des questionnaires remplis). Et une version en langue arabe a été prévue afin de permettre à différentes catégories de la population de s'exprimer.

Cependant, plusieurs difficultés ont été rencontrées lors de l'administration du questionnaire. En plus du fait que les Algériens ne sont pas très habitués aux études par questionnaires, les personnes sollicitées étaient encore plus réticentes envers le thème du questionnaire qu'ils estimaient être à vocation politique.

Après dépouillement nous n'avons retenu que 230 questionnaires jugés remplis correctement.

LES RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE

L'analyse et l'interprétation des données issues des questionnaires sont rendues possibles par le logiciel SPSS qui offre nombre de tabulations dont le traitement permet de mieux comprendre la signification des différentes perceptions des interviewés.

Afin de rendre la lecture des résultats plus facile, nous essayerons de traiter les variables de chaque hypothèse à part. Mais de manière générale nous procéderons de la même façon en utilisant la technique de l'analyse de composantes principales ACP qui vise à structurer les variables de départ en les regroupant en un plus petit nombre de facteurs et puis la cohérence interne de chaque dimension en utilisant l' α de Cronbach (1951) qui est utilisé habituellement pour mesurer la cohérence interne d'une échelle à plusieurs items. Elle est fondée sur la corrélation entre ces items. Le coefficient est compris entre 0 et 1 et est proportionnel à la cohérence interne de l'échelle. On considère que

pour une étude exploratoire l' α est acceptable s'il est compris entre 0,6 et 0,8 (Evrard et al, 2000).

Aussi, le KMO et le test de sphéricité de Bartlett permettent de donner plus de crédibilité aux résultats de l'étude.

– **Le coefficient de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)** : mesure l'importance des coefficients de corrélation observés par rapport à l'importance des coefficients de corrélations partielles. Il peut signaler à l'avance si la taille de l'échantillon est suffisamment grande pour extraire de manière fiable les facteurs (Field, 2009). Un KMO élevé (proche de 1) indique que l'analyse factorielle est une méthode appropriée et pertinente pour l'analyse des données.

– **Le test de sphéricité de Bartlett** : permet de confirmer l'existence de relations entre les variables et la pertinence de l'analyse factorielle (Evrard et al., 1993). Si la signification (Sig.) tend vers 0.000, c'est très significatif; inférieur à 0.05, significatif; entre 0.05 et 0.10, acceptable et au-dessus de 0.10, on rejette.

L'objectif de notre analyse est de résumer l'information en quelques dimensions pertinentes qui forment des combinaisons d'items. Pour choisir les axes à retenir, nous utilisons la « règle de Kaiser » où les facteurs retenus sont ceux dont les valeurs propres sont supérieures à 1.

Le principe d'une ACP est de faire un tri dans les variables, on élimine celles qui ne répondent pas aux critères de corrélation et de qualité de représentation.

La perception de la participation citoyenne

Pour délimiter la notion de participation telle que perçue par le citoyen tlemcennien nous avons retenu les questions listées en annexe n°1.

Après plusieurs essais nous retenons les facteurs suivants que l'analyse a fait ressortir (voir tableau n°2).

Les facteurs retenus et renommés selon les items qui les composent (avec un **KMO = 0,709** et un **alpha = 0,742**) représentent alors les variables qui pourraient éclairer la vision de la participation par le citoyen tlemcennien.

On voit alors la participation comme un devoir, un engagement, une forme d'organisation caractérisée par son but et l'intérêt qu'on y porte mais aussi du degré d'influence des décisions prises lors d'un processus de participation.

Ces variables ainsi retenues, nous permettent de croiser la perception avec les facteurs individuels (âge, genre et niveau d'instruction). Les analyses sur l'échantillon étudié, grâce à la technique ANOVA, nous révèlent les résultats présentés dans le tableau n°3.

En considérant qu'il existe une relation entre deux variables quand le sig. est inférieur à 0,05 nous pouvons remarquer ce qui suit :

- Le niveau d'instruction semble avoir un impact sur le niveau désiré pour l'influence de la participation et l'intérêt pour la participation.
- L'âge influence les buts visés par la participation et l'engagement exprimé.

TABLEAU 2 Les facteurs liés à la perception de la participation par les citoyens tlemcenniens		
Items	Facteurs	Poids factoriel (%)
La wilaya Le gouvernement La mairie	Niveau d'influence	15.96
Améliorer la prestation de services aux citoyens Débattre des questions sociales Débattre des projets prévus au niveau de la ville	Buts de la participation	14.84
S'impliquer par le militantisme (associations/ partis) Le rôle des partis politiques est de défendre les intérêts des citoyens S'exprimer ou exprimer son opinion, par des manifestations ou dans les lieux d'expression comme les médias Les citoyens doivent intégrer un parti politique pour défendre leurs intérêts et de se faire entendre	Organisation	13.59
Payer ses impôts et respecter les lois Voter aux élections	Devoir	9.75
Êtes-vous affilié à un parti politique ? Êtes-vous affilié à une association ?	Engagement	8.96
Êtes-vous habitué à critiquer les décisions des responsables de votre ville La majorité des Algériens sont intéressés par la participation aux affaires de leur ville	Intérêt pour la participation	7.45

TABLEAU 3 Croisement de la perception avec les facteurs individuels			
	Sig.		
	Genre	Age	Niveau d'instruction
Niveau d'influence	,316	,019	,000
Buts de la participation	,032	,000	,633
Organisation	,002	,060	,711
Devoir	,756	,424	,844
Engagement	,016	,000	,080
Intérêt pour la participation	,523	,720	,000

- Le genre influence la perception du côté organisé de la participation

Aussi, le citoyen tlemcennien aimerait être sollicité sur les thèmes suivants :

- L'éducation dont 80,3 % des répondants estiment très importante
- La santé et les services sociaux dont 80,4 % des répondants estiment très importants
- L'environnement dont 68,7 % des répondants estiment très important
- L'emploi dont 70,9 % des répondants estiment très important
- La sécurité dont 77,4 % des répondants estiment très importante

- L'habitat dont 73,0 % des répondants estiment très important
- La culture dont 48,9 % des répondants estiment très important

66,7 % des répondants disent ne pas être habitués à critiquer les décisions des responsables de leur ville essentiellement car ça ne sert à rien pour 89,6 % d'entre eux mais aussi à cause, peut-être, des réponses négatives ou inexistantes à l'issue d'expériences passées ou des délais de réponses trop longs. Par contre, pratiquement 84 % des gens affirmant être habitués à critiquer les décisions des responsables de leur ville ont au moins un bac + 3. Plus de 66 % des bac +3 et plus estiment que leurs avis doivent influencer les décisions gouvernementales, 72 % des bac +2 et plus estiment que leurs avis doivent influencer les décisions de leur wilaya, 74 % des bac +2 et plus estiment que leurs avis doivent influencer les décisions de leur mairie. Cela pousse à considérer que plus on est instruit plus on devient exigeant envers les autorités locales mais aussi nationales (ce qui rejoint la relation entre le niveau d'instruction et l'intérêt pour la participation présentée plus haut).

11,7 % de ceux habitués à critiquer le font par écrits et 11,7 % le font verbalement (en discutant avec des proches ou des amis) et 9,1 % le font par protestations. Sur les 22 % qui ont précisé les organismes consultés, 13 % disent consulter l'assemblée populaire communale contre 2,5 % qui consultent plusieurs organismes selon le besoin et 2,2 % consultent la Wilaya. 19,1 % estiment que les réponses étaient parfois satisfaisantes contre 11,3 % qui n'étaient jamais satisfaits des réponses à leurs requêtes.

En outre, et sur les 98 % n'adhérant pas à un parti politique, 22 % expliquent cela par le fait qu'ils ne sont pas intéressés, 10 % parce qu'ils n'aiment pas la politique, 9,6 % jugent que ça ne sert à rien, 7 % par manque de confiance en les partis politiques, 5,7 % par manque de temps, et 3 % parce qu'ils considèrent que les partis politiques manquent de crédibilité.

Concernant les associations, 87 % n'y sont pas affiliés. A cause notamment, du manque de temps (23 %), du fait que ça ne sert à rien (7,8 %), du manque d'intérêt (5,2 %), du manque de confiance envers les associations (3,9 %) et d'envie (3,9 %) et du manque d'informations sur ces associations (2,6 %). Pour ceux affiliés à des associations, les domaines préférés restent : la culture (3 %), le sport (2,6 %), l'environnement (2,2 %), la santé (2,2 %), le culte (1,3 %).

Les facteurs déterminants de la participation

Après avoir délimité la notion de participation, nous nous proposons de cerner les déterminants de cette participation pour le citoyen tlemcennien. Pour ce faire nous posons les questions citées en annexe n°2.

Après plusieurs essais nous retenons les facteurs suivants résumant les informations contenues dans les items retenus (Tableau n°4).

Nous remarquons alors que les facteurs conditionnant la participation des citoyens tlemcenniens dans les affaires de leur ville (avec un $KMO = 0,631$ et un $\alpha = 0,649$) tournent autour de :

- **Facteurs liés au citoyen** : l'attachement à la ville, le sentiment d'aptitude et la disponibilité du citoyen et l'impact de ses décisions
- **Facteurs liés à la ville** : le développement et l'amélioration de l'accès à l'information, l'accueil et l'information garantis par la ville, le manque de confiance et de transparence

TABLEAU 4
Les facteurs déterminants de la participation

Items	Facteurs	Poids factoriel (%)
Je me sens bien dans la ville de Tlemcen Je suis très attaché à la ville de Tlemcen Les gens sont fiers d'habiter à Tlemcen Tlemcen est une ville où il fait « bon vivre » La ville de Tlemcen satisfait tous mes besoins de la vie quotidienne	Attachement à la ville	13.73
Avoir un meilleur accès à l'information Mieux utiliser les technologies de l'information et de la communication (Internet, téléphonie mobile,...) pour garder le contact avec les citoyens : les informer et recueillir leurs avis Plus ma ville est développée plus je suis motivé de participer à ce développement Obliger les organismes qui consultent à rendre des comptes aux participants sur le résultat de la consultation et sur l'impact réel de la consultation sur la décision qui est prise	Développement et amélioration de l'accès à l'information	11.22
Le sentiment que ma participation aura un impact Ma participation favorise la formulation de recommandations Aptes à prendre part aux décisions de votre ville Le manque de temps	Aptitude, disponibilité et impact de la participation	7.84
La disponibilité des informations nécessaires sur le sujet à débattre Le sentiment que je n'en connais pas assez sur le sujet Le bon accueil et les orientations de la part des organismes publics Le sujet m'interpelle particulièrement	Accueil et information	6.36
Les associations cherchent plus l'intérêt de leurs adhérents que celui de la société en général Les partis politiques cherchent plus l'intérêt de leurs adhérents que celui de la société en général	Vocation des partis et des associations	5.25
Les élus municipaux n'ont pas toujours la liberté de prendre des décisions ou des initiatives concernant leur commune Les élus municipaux ne sont pas toujours qualifiés pour gérer les préoccupations des citoyens	Qualification et prérogatives des élus	4.64
Le manque de confiance pour l'organisateur de la consultation C'est un leurre, les décisions sont déjà prises Avez-vous suffisamment d'informations sur le développement de votre ville ?	Manque de confiance et de transparence de la part des autorités locales	4.11
La majorité des citoyens ont confiance en leurs élus En Algérie, il y a suffisamment de textes réglementaires qui protègent le citoyen et qui lui garantissent ses droits	Confiance dans les élus et dans la réglementation	3.82
Il est possible d'y participer via internet Le manque d'intérêt pour le sujet	Intérêt pour le sujet et possibilité de participer via internet	3.64
Avez-vous ressenti une amélioration dans les services publics durant l'an dernier ?	Amélioration des services de la ville	3.59

de la part des autorités locales, l'amélioration des services de la ville.

- **Facteurs liés aux représentants de la société civile :** la vocation des partis et des associations
- **Facteurs liés aux élus :** la qualification et les prérogatives des élus, la confiance dans les élus et dans la réglementation

Nous relèverons l'importance des notions de l'attachement à la ville, de l'amélioration de l'accès à l'information et de l'accueil qui expliquent plus de 30 % des facteurs déterminant la participation. Aussi, les notions de manque de confiance et de transparence de la part des autorités locales, d'amélioration des services de la ville peuvent être influencées par une démarche marketing.

Conclusion

A partir des résultats obtenus nous pouvons confirmer plusieurs aspects abordés dans la partie théorique et nos hypothèses émises au début de notre étude pratique.

Ainsi, sur les attentes des citoyens nous relevons une grande importance du développement dans tous les domaines (emploi, logement, projets économiques,...), de l'amélioration du cadre de vie, de plus d'implication, d'estime et d'écoute pour le citoyen, de plus d'honnêteté et de justice et de moins de bureaucratie, de plus d'ordre et de sécurité.

Et d'après les répondants la priorité des autorités locales reste leurs propres intérêts alors qu'elle devrait se focaliser sur le citoyen (l'écouter, l'impliquer et le servir) et le développement de la ville et son attractivité.

Notre recherche révèle d'un côté, le manque d'effort de la part des responsables de la ville et d'un autre côté, un certain désintéressement de la part de la population surtout d'un point de vue mobilisation dans le cadre d'associations ou de partis politiques. On se retrouve alors devant la double nécessité de (re-)gagner la confiance des citoyens et d'améliorer l'efficacité de la gestion publique ce qui appelle à une profonde transformation des administrations et plus globalement celle du fondement de l'action publique.

Ce qui nous mène à un autre nouveau concept pour les villes algériennes : la bonne gouvernance qui privilégie la diffusion de la responsabilité et l'implication de tous les agents aux différents niveaux hiérarchiques, ainsi que la participation des citoyens pour qu'ils prennent en mains leurs problèmes et non pour qu'ils les posent seulement à l'administration. Ce concept a été adopté par plusieurs chercheurs et territoires. On peut citer, par exemple, Leloup et al (2005) pour qui « *la question de la gouvernance territoriale renvoie tout d'abord à celle du développement local et se situe dans le contexte historique de l'implication croissante des acteurs locaux — privés, publics, associatifs — dans les dynamiques de développement, dans leur capacité à se mobiliser et à se prendre en charge* ».

Plus qu'une bonne gouvernance, les villes algériennes ont plus que jamais besoin d'un esprit marketing pour rétablir les relations en leur sein et la manière d'aborder les problèmes. Ce besoin a été confirmé à travers les traitements des résultats des questionnaires qui ont fait ressortir l'attachement à la ville, le développement et l'amélioration de l'accès à l'information, l'accueil et l'information, l'intérêt pour le sujet abordé, la possibilité de participer via

Internet et l'amélioration des services de la ville qui représentent pratiquement 40 % des déterminants de la participation citoyenne chez les questionnés tlemceniens. Ces variables relèvent toutes d'un esprit marketing. Cette démarche marketing reposant sur une bonne communication et une amélioration de l'image de marque de la ville peut se ressourcer auprès de citoyens soucieux du développement de leur ville et de l'amélioration de leur cadre de vie mais aussi auprès de responsables ambitieux et ouverts d'esprit et semble être une option inévitable pour les villes algériennes.

Enfin, notre recherche reste parmi les rares en Algérie sur la participation citoyenne et ses déterminants. Elle vise à contribuer, à travers son étude empirique, à une meilleure connaissance de ce qui conditionne la prédisposition du citoyen algérien (en prenant comme exemple celui tlemcennien) à participer dans les affaires de sa ville.

L'influence d'une démarche marketing entretenue par la ville sur cette participation reste aussi une approche très peu évoquée par la littérature.

Bibliographie

- AÏT-YAHIA GHIDOUCHE, Kamila; KAAWACH, Irma; GHIDOUCHE, Faouzi (2016). La participation citoyenne comme approche innovante de co-création de valeur d'une ville. Le cas de la ville d'Alger. CIST2016 - En quête de territoire(s) ?, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mars, Grenoble, France. pp.11-17
- ALILI, Abdessamad; BELKAID, Esma; HAMMA, Walid (2017). «The adaptability of the stakeholder theory in urban areas», *Algerian Journal of Engineering Architecture and Urbanism* Vol. 1. Nr. 3.
- ANDRE, Pierre et al. (2012). « Participation citoyenne », dans L. Côté et J.-F. Savard (sous la direction de), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*, [en ligne] www.dictionnaire.enap.ca (consulté le 12-10-2013)
- BACQUÉ, Marie-Hélène; GAUTHIER, Mario (2011). « Participation, urbanisme et études urbaines : Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations*, n°1, Janvier, p.36-66.
- BAILLEUL, Hélène (2008). « Les nouvelles formes de la communication autour des projets urbains : modalités, impacts, enjeux pour un débat participatif », *Métropoles* [En ligne]. <http://metropoles.revues.org/2202> (consulté le 24 mars 2014)
- BELKAID, Esma (2014). « Marketing de la ville et implication de ses parties prenantes- cas de la ville de Tlemcen », *Thèse de doctorat*, université de Tlemcen, Algérie
- BELLEY, Serge (2003). « L'élection municipale de 2001 à Québec : l'interventionnisme municipal de la ville-centre contre le populisme fiscal des banlieues », *Recherches sociographiques*, n°44, mai-août, p.217-238.
- BOWEN, Glenn (2007). «An analysis of citizen participation in anti-poverty programs ». *Community Development Journal*, n°42, p.237-250.
- BRODY, Samuel David (2003). «Measuring the Effects of Stakeholder Participation on the Quality of Local Plans Based on the Principles of Collaborative Ecosystem Management», *Journal of Planning Education and Research*, n°22, p. 407-419

- BURBY, Raymond J. (2003). «Making Plans that Matter: Citizen Involvement and Government Action», *Journal of the American Planning Association*, Vol.69, n°1, p.33-49.
- BYRD, Erick T. (2007). « Stakeholders in sustainable tourism development and their roles: applying stakeholder theory to sustainable tourism development », *Tourism Review*, Vol. 62, Iss: 2, p.6 - 13
- CNES (1998). Rapport sur la ville algérienne ou le devenir urbain du pays, [En ligne] <http://www.cnes.dz/cnesdoc/cneshtm/ville.htm> (consulté le 12-01-2009)
- EVARD, Yves et al. (2000), *Market, études et recherches en marketing*, Dunod, Paris, p. 287
- FLORIN, Paul; WANDERSMAN, Abraham (1991), «An introduction to citizen participation, voluntary organizations, and community development: Insights for empowerment through research». *American Journal of Community Psychology*, n°18, p.41-54.
- GRIM, Rachid (2007). La société civile en Algérie, un mythe aujourd'hui, une réalité demain. [En ligne] <http://algerie.wordpress.com/2007/05/27/la-societe-civile-en-algerie-un-mythe-aujour%20%80%99hui-unerealite-demain/> (consulté le 06-02-2014)
- GLUCKER, Anne N. et al. (2013). «Public Participation in Environmental Impact Assessment: Why, Who and How? », *Environmental Impact Assessment Review*, n°43, p. 104-111
- HARDINA, Donna (2006). «Strategies for Citizen Participation and Empowerment in Non-Profit, Community-Based Organizations». *Journal of the Community Development Society*, Vol.4, n°37, p.4-18.
- HURARD, Marie (2011). « La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe ». *Collection Workingpaper*, [En ligne]: http://observatoire-territoiresdurables.org/IMG/pdf/working_paper_participation_citoyenne_26.08.11.pdf (consulté le 20-10-2013)
- ICHEBOUDENE, Larbi (2009). « Réflexion sur la gouvernance urbaine à Alger. Prerogatives institutionnelles et monopoles politiques ». *Insaniyat*, n° 44, avril - septembre, pp. 97-113
- INSCH, Andrea; FLOREK, Magdalena (2008). «A great place to live, work and play: Conceptualising place satisfaction in the case of a city's residents». *Journal of Place Management and Development*, Vol.2, n°1, p.138-149.
- JACQUART, Sandrine (2012). La mobilisation des parties prenantes dans les démarches d'agenda 21 local: Stratégie pour la ville de Macon [En ligne]: http://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2013/Jacquart_S__2013-01-16_.pdf (consulté le 10-11-2013)
- JOUBE, Bernard (2005). « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue française de science politique*, Vol.2, n°55, p.317-337. [En ligne] URL : www.cairn.info/revue-francaise-de-sciencepolitique-2005-2-page-317.htm. (consulté le 11-01-2013)
- LABRECQUE, Annie Claude (2009). Démocratie participative locale, Villes Régions Monde- réseau interuniversitaire d'études urbaines et spatiales [En ligne] : http://www.vrm.ca/Cap_0514.asp (consulté le 17-07-2013)
- LEFEBVRE, Rémi; NONJON, Magali (2003), « La démocratie locale en France », *Sciences de la société*, n° 60
- LELOUP, Fabienne, MOYART, Laurence; PECQUEUR, Bernard (2005). « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? ». *Géographie, économie, société*, vol. 7(4), URL : <https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2005-4-page-321.htm> (consulté le 12-10-2019)
- MERICSKAY, Boris (n.d.). Concertation territoriale et technologies du géoweb, un ensemble de perspectives à envisager. [En ligne] URL : https://www.academia.edu/212365/Concertation_territoriale_et_technologies_du_geoweb_une_serie_de_perspectives_a_envisager (consulté le 04-02-2014).
- MERCIER, Samuel; GOND, Jean-Pascal. (2005), La théorie des parties prenantes, Cahier du FARGO (FARGO - Centre de recherche en Finance, Architecture et Gouvernance des Organisations) n° 1050502 URL : leg.u-bourgogne.fr/wp/1050502.pdf (consulté le 13-02-2016)
- MORSING, Mette; SCHULTZ, Majken (2006). «Corporate social responsibility communication: stakeholder information, response and involvement strategies», *Business Ethics: A European Review*, Vol.15, n° 4, p.323-339
- NASH, Nicholas (2008). Future issues in socio-technical change for UK citizenship: the importance of "place". [En ligne] URL: <http://www.beyondcurrenthorizons.org.uk/future-issues-in-socio-technical-change-for-uk-citizenship-theimportance-of-place/> (consulté le 20-03-2014)
- NOISETTE, Patrice, VALLERUGO Franck (1996). *Le marketing des villes*. Les éditions d'organisation, p68
- OAKLEY, Peter; MARSDEN, David (1984). *Approaches to Participation in Rural Development*, Geneva, International Labour Office
- OLANDER, Stefan; LANDIN, Anne (2005). «Evaluation of Stakeholder Influence in the Implementation of Construction Projects», *International Journal of Project Management*, vol. 23, n° 4, p. 321-328
- OLANDER, Stefan (2007). Stakeholder Impact Analysis in Construction Project Management Construction, *Management and Economics*, vol.25, n° 3, p. 277-287
- PNUD (2013). Rapport consultations nationales post 2015. [En ligne] URL : <http://www.dz.undp.org/content/algeria/fr/home/library/mdg/rapport-de-consultations-nationales-post-2015-/> (consulté le 12-12-2013)
- POLÈRE, Cédric (2007). «La démocratie participative : état des lieux et premiers éléments de bilan», Synthèse à l'occasion de l'élaboration du numéro des « Synthèses Millénaire 3 » sur le thème de la démocratie, DPSA URL : http://www.millenaire3.com/fileadmin/user_upload/syntheses/Polere_democratie_participative.pdf (consulté le 17-07-2013)
- PRETTY, Grace & al. (2003). « Sense of place amongst adolescents and adults in two rural Australian towns: The discriminating features of place attachment, sense of community and place dependence in relation to place identity ». *Journal of Environmental Psychology*, Vol.23, n° 3, p.273-287
- PUDDIFOOT, John (1995). «Dimensions of Community Identity». *Journal of Community and Applied Social Psychology*, n°5, p.357- 370.
- PLOŠTAJNER, Zlata; MENDEŠ, Ivona (2005). Citizens Participation. [En ligne] URL: <http://www.fes.hr/Ebooks/pdf/How%20to%20Improve%20Development%20on%20Local%20Level/06.pdf> (consulté le 04-02-2014).
- PRESENZA, Angelo; CIPOLLINA, Maria (2010). «Analysing tourism stakeholders networks», *Tourism Review*, Vol. 65 Iss: 4, p.17-30
- REED, Mark S. (2008). «Stakeholder Participation for Environmental Management: A Literature Review», *Biological Conservation*, n°141, p.2417-2431 [En ligne]. URL: <https://pdfs.semanticscholar.org/384f/a08818e5b561453a2f86ce521ff8fc12c9b1.pdf> (consulté le 27-07-2017)

- SAULNIER, Natalia; ZANIN, Christine (2003). « Le bruit comme facteur de nuisance à la qualité de la vie du citoyen », *Géocarrefour*, Vol.78, n° 2, p.121-128.
- Sautter, Elise Truly; LEISEN, Birgit (1999). «Managing stakeholders a Tourism Planning Model», *Annals of Tourism Research*, vol. 26, n. 2, p. 312-328
- THIETART, Raymond-Alain (2003). *Méthodes de recherche en management*, 2ème édition, Paris, Dunod, 552 p
- TIJŪNAITIENĒ, Rigita & al. (2009). «Motivation expression of citizen participation in organizations of citizen society», *The economic conditions of enterprise functioning, engineering economics*, vol. 61, n°1, p.65-74
- TRANDA-PITTION, Michèle (2010). «Quel potentiel pour les projets urbains/de territoire dans les processus de production urbaine ?, Centralités, urbanisme durable et projet», *Les cahier du développement urbain durable*, n°11, décembre
- TURKUCU, Aysegul (2008). Development of a conceptual framework for the analysis and the classification of Public Participation GIS, Laval University. [En ligne] URL: <http://theses.ulaval.ca/archimed/fichiers/25326/25326.html> (consulté le 09-09-2013).
- VIEL, Laurent et al. (2012). « L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains », *Cybergeo : European Journal of Geography, Regional and Urban Planning*, n°60. [Online] URL : <http://cybergeo.revues.org/25310?lang=en> (consulté le 27-07-2016)
- WHITE, Lesley; YANAMANDRAM, Venkata (2006). Exploratory and confirmatory factor analysis of the perceived switching costs model in the business services sector. Faculty of Commerce University of Wollongong, Australia [En ligne] URL: <http://ro.uow.edu.au/cgi/viewcontent.cgi?article=1240&context=commpapers> (consulté le 20-03-2014)

TEXTES JURIDIQUES :

- Loi n° 11-10 du 20 Rajab 1432 correspondant au 22 juin 2011 relative à la commune. (JO n°37)
- Loi n° 12-07 du 28 Rabie El Ouél 1433 correspondant au 21 février 2012 relative à la wilaya. (JO n°12)
- Loi n° 06-06 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville (JO n°15)
- Loi n° 10-02 du 16 Rajab 1431 correspondant au 29 juin 2010 portant approbation du Schéma National d'Aménagement du Territoire. (JO N° 61)

Annexes

ANNEXE 1					
Questions liées à la perception de la participation					
Avec (TAFD : Tout à fait d'accord, PD : plutôt d'accord, SA : sans avis, PPD : plutôt pas d'accord, PDTD : pas du tout d'accord) et (TI : très important, Plut.I : plutôt important, SA : sans avis, Peu I : peu important, PDTI : pas du tout important)					
Veuillez indiquer votre appréciation sur les affirmations suivantes					
La participation du citoyen aux questions relatives à leur ville est indispensable La majorité des Algériens sont intéressés par la participation aux affaires de leur ville Les citoyens doivent s'organiser sous forme de comités de quartiers ou d'associations pour défendre leurs intérêts et se faire entendre Les citoyens doivent intégrer un parti politique pour défendre leurs intérêts et de se faire entendre Le rôle des partis politiques est de défendre les intérêts des citoyens	TAFD	PD	SA	PPD	PDTD
D'après vous, le rôle du citoyen consiste à					
Voter aux élections Payer ses impôts et respecter les lois S'exprimer ou exprimer son opinion, par des manifestations ou dans les lieux d'expression comme les média S'impliquer par le militantisme (associations, partis)	TAFD	PD	SA	PPD	PDTD
Croyez-vous qu'il est important de solliciter l'opinion des citoyens pour					
Débattre des questions sociales Améliorer la prestation de services aux citoyens Débattre des projets prévus au niveau de la ville	TAFD	PD	SA	PPD	PDTD
Selon vous, est ce que votre participation comme citoyen devrait avoir un impact sur les décisions prises par :					
Le gouvernement La wilaya La commune	TI	Plut.I	SA	Peu I	PDTI
A ces questions, s'ajoutent les questions directes suivantes :					
<ul style="list-style-type: none"> - Êtes-vous habitué à critiquer les décisions des responsables de votre ville ? - Êtes-vous affilié à un parti politique ? - Êtes-vous affilié à une association ? 					

ANNEXE 2					
Questions liées aux déterminants de la participation					
Avec (TAFD : Tout à fait d'accord, PD : plutôt d'accord, SA : sans avis, PPD : plutôt pas d'accord, PDTD : pas du tout d'accord) et (TI : très important, Plut.I : plutôt important, SA : sans avis, Peu I : peu important, PDTI : pas du tout important)					
Veillez indiquer votre appréciation sur les affirmations suivantes	TAFD	PD	SA	PPD	PDTD
Tlemcen est une ville où il fait « bon vivre »					
Les gens sont fiers d'habiter à Tlemcen					
Je suis très attaché à la ville de Tlemcen					
Je me sens bien dans la ville de Tlemcen					
La ville de Tlemcen satisfait tous mes besoins de la vie quotidienne					
En Algérie, il y a suffisamment de textes réglementaires qui protègent le citoyen et qui lui garantissent ses droits					
Les partis politiques cherchent plus l'intérêt de leurs adhérents que celui de la société en général					
Les associations cherchent plus l'intérêt de leurs adhérents que celui de la société en général					
Le rôle des partis politiques est de défendre les intérêts des citoyens					
Les élus municipaux ne sont pas toujours qualifiés pour gérer les préoccupations des citoyens					
Les élus municipaux n'ont pas toujours la liberté de prendre des décisions ou des initiatives concernant leur commune					
La majorité des citoyens ont confiance en leurs élus					
Qu'est-ce qui vous motiverait à participer aux questions relatives à votre ville	oui	non	Sans avis		
Le sentiment que ma participation aura un impact					
Le sujet m'interpelle particulièrement					
La disponibilité des informations nécessaires sur le sujet à débattre					
Il est possible d'y participer via internet					
Le bon accueil et les orientations de la part des organismes publics					
Ma participation favorise la formulation de recommandations					
Plus ma ville est développée plus je suis motivé de participer à ce développement					
Qu'est-ce qui vous empêcherait de participer aux questions relatives à votre ville	oui	non	Sans avis		
Le sentiment d'impuissance, que ma participation ne changera rien					
Le sentiment que je n'en connais pas assez sur le sujet					
Le manque d'intérêt pour le sujet					
Le manque de temps					
Le manque de confiance pour l'organisateur de la consultation					
C'est un leurre, les décisions sont déjà prises					
Quelle importance accordez-vous aux facteurs suivants pour que la participation des citoyens s'améliore	TI	Plut.I	SA	Peu I	PDTI
Avoir un meilleur accès à l'information					
Obliger les organismes qui consultent à rendre des comptes aux participants sur le résultat de la consultation et sur l'impact réel de la consultation sur la décision qui est prise					
Mieux utiliser les TIC (internet, téléphone mobile,...) pour garder le contact avec les citoyens : les informer et recueillir leurs avis					
En plus de questions directes :					
- Avez-vous ressenti une amélioration dans les services publics durant l'an dernier ?					
- Estimez-vous apte à participer aux questions relatives à votre ville ?					
- Avez-vous suffisamment d'informations sur le développement de votre ville ?					